OBSERVATOIRE DE LUTTE
CONTRE LA CORRUPTION ET LES
MALVERSATIONS ECONOMIQUES

OLUCOME

OBSERVATORY FOR FIGHT
AGAINST CORRUPTION AND
ECONOMIC EMBAZZLEMENT

INTEGRITE EQUITE TRANSPARENCE

COMMUNIQUE DE PRESSE N° 008/OLUCOME/05/2018 PORTANT SUR LA DILAPIDATION DES FONDS PUBLICS PAR LE GOUVERNEMENT BURUNDAIS QUI CONTINUE LES PREPARATIFS DU 20ème SOMMET DES CHEFS D'ETATS DU COMESA DONT SA TENUE INITIALEMENT PREVUE A BUJUMBURA A DEJA ETE DELOCALISEE POUR LUSAKA EN JUILLET PROCHAIN.

1. L'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) a appris avec regret que la tenue du 20ème sommet des Chefs d'Etats du COMESA initialement prévue à Bujumbura du 1er au 10 juin 2018 a été reportée au mois de juillet 2018 et délocalisée vers Lusaka en Zambie. Dans sa lettre réf : 204.01/567/MAE/2018, le Ministère des Affaires Etrangères a sorti une note verbale y relative tout en soulignant que cette décision du Secrétaire Général du COMESA du 15 mai 2018 inhérente à ce report et cette délocalisation est considérée par ce Ministère comme un manque de respect à un Etat Souverain. En d'autres termes, le Gouvernement du Burundi est au courant de cette décision.

2. Cependant, le Gouvernement du Burundi a sorti en date du 24 mai 2018 un communiqué de presse lu par son Secrétaire Général Monsieur Philippe Nzobonariba où il a souligné que le Gouvernement continue les préparatifs de ce 20ème sommet des Chefs d'Etats du COMESA déjà délocalisé pour Lusaka. Et selon les informations dont disposent l'OLUCOME, le Gouvernement a déjà pris la mesure de rassembler les véhicules de l'Etat qui seront utilisés à cet évènement qui n'aura pas lieu à Bujumbura. A cet effet, l'OLUCOME se demande pourquoi le Gouvernement se permet d'handicaper ses activités de production nationale pour espérer l'inexistant ?

3. Le Burundi est parmi les 3 pays les plus pauvres au monde, son taux de croissance économique est de -1,3% en 2017 selon la Banque Africaine de Développement (BAD), son revenu par habitant est de moins de 300 dollars américains selon le Fonds Monétaire International (FMI) et le taux de chômage est de 65%. Bref, les citoyens burundais vivent en dessous du seuil de pauvreté et sont accablés par la misère extrême. Au-delà de cette extrême pauvreté, le Gouvernement est en train de gaspiller le peu de ressources financières en préparant les véhicules, les salles de réunion et des hôtels à Bujumbura pour un sommet qui se tiendra à Lusaka en Zambie. L'Observatoire s'interroge si une part importante des citoyens burundais qui mangent une fois le jour ne devraient-ils pas être supportée par le Gouvernement en utilisant ces fonds qu'il gaspille dans les préparatifs de ce sommet délocalisé ?

4. L'OLUCOME se demande les mobiles qui poussent le Gouvernement du Burundi en place à lire au revers la lettre de décision de délocalisation du présent sommet. Malheureusement, pour tout burundais avisé, ces opportunités que le Gouvernement ne cesse de rater seraient dues à l'aggravation de la mauvaise gouvernance et au non-respect de l'Etat de droit tel qu'il est défini dans les pactes internationaux relatifs aux droits civils et politiques ainsi qu' aux droits économiques, sociaux et culturels.

Sis chaussée Prince Louis RWAGASORE n°47, 1er étage. Tél : +257 22 25 20 20 ou +257 78 85 30 04 (numéro vert)
Fax : 22 24 99 49
Site web: www.olucome.bi BP 6616 BUJUMBURA-BURUNDI

5. De tout ce qui précède et dans le cadre de plaider pour la bonne utilisation des fonds publics issus du fisc des contribuables burundais, l'OLUCOME recommande ce qui suit :

Au Gouvernement du Burundi :

a. d'arrêter de dépenser les fonds de l'Etat pour un sommet des Chefs d'Etats du COMESA qui n'aura pas lieu à Bujumbura car cela n'est qu'un gaspillage purement et simplement des recettes fiscales des contribuables burundais ;

b. d'annuler cette mesure de rassembler les véhicules de l'Etat pour un événement reporté pour le mois de juillet 2018 et qui ne se tiendra pas à Bujumbura car cette mesure contribue à la réduction de la production nationale ;

c. de diminuer la guerre des mots, mais plutôt de s'assoir et analyser avec objectivité les raisons majeures de la prise de cette décision qui n'honore pas le Burundi ;

d. de continuer si la possibilité se présente, les consultations diplomatiques avec la présidence du COMESA et au cas où elles aboutissent à un compromis en faveur du Burundi, de reprendre ses préparatifs.

Vive le Burundi sans les dirigeants corrompus.

Fait à Bujumbura, le 29/05/ 2018

Pour l'OLUCOME

Gabriel RUFYIRI

Président

